UNE IDENTITÉ ET UN VISAGE TOUJOURS CHANGEANTS

NELSON WISEMAN

Nelson Wiseman est directeur du Programme d'études canadiennes et professeur de science politique à l'Université de Toronto.

Le sentiment que le Canada arrivait à maturité sur la scène mondiale lors des célébrations du centenaire du pays en 1967 était palpable. L'Expo 67 a accueilli le monde et le monde a vu le Canada d'une nouvelle manière. Avec son nouveau drapeau sans l'Union Jack, les visiteurs étrangers voyaient le Canada se défaire des vestiges de son passé colonial britannique. L'hôte de l'exposition, Montréal, était la métropole biculturelle animée du Canada. Les exigences de formalité de la *Britishness* des Britanniques s'évaporaient et le pouvoir de la Grande-Bretagne à l'échelle internationale continuait à diminuer. Néanmoins, les personnes d'origine britannique continuaient de régner sur les hiérarchies politique, économique et sociale[1].

Tout aussi important en 1967, l'introduction d'une politique d'immigration libéralisée a permis aux gens du monde entier de bénéficier de l'égalité des chances d'admission. Les immigrants n'étaient plus identifiés par leurs origines ethniques, mais par leur éducation, leurs compétences professionnelles et leur langue. Cela a ouvert la porte du Canada pour de nombreux Asiatiques professionnels et qualifiés ainsi que d'autres de nombreux pays et cultures.

Au cours des célébrations du centenaire, une Commission royale a reconnu et fait la promotion du bilinguisme et du biculturalisme. En même temps, les enfants et les petits-enfants issus de la vague d'immigrants européens du début du 20e siècle se sont libérés de leurs identités persistantes du vieux continent en s'identifiant, en se mêlant et en s'assimilant largement dans le groupe anglophone d'un monde post-Holocauste accordant de plus en plus d'importance aux droits individuels. Le concept de

1 JOHN PORTER, *The Vertical Mosaic : An Analysis of Social Class and Power in Canada* (Toronto : University of Toronto Press, 1965).

« partenariat égal » entre les deux peuples fondateurs, les Britanniques et les Français, imprégnait la pensée du gouvernement fédéral.

D'autres qui s'étaient installés au pays au cours du siècle étaient mécontents de leur statut de seconde classe. J. B. Rudnyckyj, un folkloriste né en Galice et membre de la Commission du bilinguisme et du biculturalisme, a souligné l'importance de reconnaitre les besoins et les contributions d'autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada au-delà de ceux qui parlent les « deux langues coloniales »[2].

Cela a rapidement mené à une politique multiculturelle en 1971, la première au monde. Elle représentait une forme de « multiculturalisme libéral », la conviction que la reconnaissance et l'accommodement de la diversité ethnique renforcent les institutions démocratiques et diminuent les hiérarchies ethniques, tout en élargissant la portée des libertés et des droits de la personne[3].

La conscience officielle et publique des peuples autochtones du Canada est restée marginale ; ni le cadre biculturel ni le cadre multiculturel ne les incluait. Un livre blanc du gouvernement en 1969 qui proposait leur assimilation par la rejection de la Loi sur les Indiens a provoqué un contrecoup. Une vague d'activisme autochtone a commencé avec un livre rouge et l'affirmation que les peuples autochtones détenaient toujours des titres ancestraux. La recherche académique, une constitution canadienne révisée en 1982, et les décisions judiciaires ont renforcé le statut juridique des peuples autochtones.

La nouvelle constitution a enraciné le bilinguisme officiel et a ordonné au pouvoir judiciaire d'interpréter les droits individuels et collectifs nouvellement consacrés de manière compatible avec la préservation et l'amélioration du patrimoine multiculturel du pays. Le Parti réformiste, qui a vu le jour en 1987 et est devenu le deuxième plus grand parti au Parlement en 1997, a ridiculisé la conception du Canada mise de l'avant par la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme du Canada comme étant injuste pour la grande majorité des Canadiens unilingues. Il a également promis d'éliminer le financement des programmes de multiculturalisme et d'abolir le Ministère du multiculturalisme, créé en 1984, qui les administrait. D'autres ont critiqué le multiculturalisme comme étant une politique erronée qui avait divisé les Canadiens. Ils ont soutenu que les groupes multiculturels encouragés à souligner plutôt que minimiser leurs « tribalismes » mettaient le Canada en danger de balkanisation ethnique[4]. De nombreux Québécois ont estimé que la politique du multiculturalisme était une imposition du Canada anglais qui réduisait le statut du biculturalisme et affaiblissait la capacité du Québec de protéger son caractère distinctif. À leur avis, l'hypothèse sous-jacente du multiculturalisme était qu'il n'y a pas de cultures primaires, simplement de multiples cultures de valeur et de statut égaux. Les Québécois ont proposé l'« interculturalisme » comme

2 Canada, *Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism*, Book I : The Official Languages (1967), pp. 155-169.

3 WILL KYMLICKA, *Multicultural Odysseys : Navigating the New International Politics of Diversity* (Oxford : Oxford University Press, 2007).

4 Reform Party of Canada, *Principles and Policies* (Blue Book) (n.p., 1991), pp. 33-34.

alternative, où l'on prendrait pour acquis la centralité de la culture francophone du Québec et intégrerait d'autres minorités dans cette culture publique commune[5]. Ce modèle combine la sensibilité du multiculturalisme à la diversité avec une sensibilité laïciste aux droits universels. L'interculturalisme n'est pas tant une question de différence dans les politiques que dans le récit et l'identité ; il s'agit de l'association continue d'un peuple francophone dans une communauté historiquement stable[6].

Le recensement de 1996 a souligné la nouvelle réalité de la société multiculturelle du Canada. Pour la première fois, seule une minorité de la population immigrante est née en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays européens[7]. En 1970, les deux principaux pays d'origine des immigrants étaient le Royaume-Uni et les États-Unis. Seulement trois des dix premiers pays source d'immigrants - les Antilles, l'Inde et la Chine – étaient non-traditionnels. En 2010, sept des dix principaux pays d'origine étaient non traditionnels, les Philippines en tête de liste. Les gouvernements canadiens ont également commencé à considérer le multiculturalisme comme une ressource économique, en tirant parti de la connaissance et de l'expérience des immigrants pour attirer les investissements étrangers et améliorer le commerce avec les pays d'origine des immigrants.

Au fur et à mesure que la société canadienne devenait plus laïque, polyethnique et religieusement diverse, les pratiques culturelles étrangères ont émergé comme enjeu politique. Lors de l'élection fédérale de 2015, le parti gouvernemental a fait campagne contre les « pratiques culturelles barbares » (comme si les meurtres commis pour l'honneur et les mutilations génitales féminines étaient des pratiques courantes chez certains groupes d'immigrants) et contre les femmes portant un niqab lors des cérémonies de citoyenneté[8]. Cependant, les attitudes à l'égard des contributions des immigrants qui introduisent de nouvelles idées et cultures sont plus positives que dans d'autres pays occidentaux ; un nombre décroissant de Canadiens affirment qu'il y a « trop d'immigrants »[9].

Au cours de cette année du 150e, un autre gouvernement fédéral a refaçonné les traits de la diversité et de l'inclusion en mettant en place un comité du Cabinet sur la diversité et l'inclusion, chargé d'améliorer le statut économique des immigrants, de promouvoir la diversité, le multiculturalisme et la dualité linguistique, et d'améliorer les relations avec les peuples autochtones[10]. L'appellation du

5 Par exemple, NEIL BISSONDATH, *Selling Illusions : The Cult of Multiculturalism in Canada* (Toronto : Penguin 1994), et REGINALD W. BIBBY, *Mosaic Madness : The Poverty and Potential of Life in Canada* (Toronto : Stoddart, 1990).

6 GÉRARD BOUCHARD, « What is Interculturalism ? » *McGill Law Journal*, vol. 56, no. 2 (2011), pp. 435-468.

7 CHARLES TAYLOR, « Interculturalism or Multiculturalism ? » *Philosophy & Social Criticism*, vol. 38 no. 4-5 (May 2012), pp. 413-423.

8 Statistique Canada, « 1996 Census : Immigration and citizenship », *The Daily*, Nov. 4, 1997, http ://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/971104/dq971104-eng.htm

9 Parti conservateur du Canada, « Protect our Economy : Our Conservative Plan to Protect the Economy » (2015), p. 116.

10 JACK JEDWAB, « Receiving and Giving : How Does the Canadian Public Feel about Immigration and Integration ? » In John Biles, Meyer Burstein, et James Frideres, eds., *Immigration and Integration in Canada in the Twenty-first Century* (Kingston : Queen's University School of Policy Studies, 2008), pp. 214 et 222.

ministère responsable, « Immigration, Réfugiés et Citoyenneté », est en contraste avec l'appellation du Département de l'Immigration et de la Colonisation, qui a existé de 1917 à 1936, plusieurs décennies après l'occurrence de la colonisation, qui s'est effectuée en grande partie au détriment des peuples autochtones et à un moment où la politique et l'opinion publique n'étaient pas favorables aux réfugiés et aux minorités non européennes.

En 1967, le ministère des Affaires indiennes contrôlait la vie de la plupart des peuples autochtones. Créé en 1876, il a miné les langues et cultures autochtones dans la poursuite d'un modèle imaginaire d'intégrité civilisationnelle homogène. Aujourd'hui, en 2017, un ministère des Services autochtones travaille à combler les lacunes socioéconomiques entre les Canadiens autochtones et non autochtones et un autre ministère des Relations entre l'État et la Couronne vise à apporter des « changements fondamentaux aux lois, politiques et pratiques opérationnelles fondées sur la reconnaissance des droits des peuples autochtones et promouvoir leur autodétermination et leur autonomie gouvernementale »[12].

Les décennies intermédiaires entre 1967 et 2017 ont été marquées par un exode commercial et anglophone de Montréal et un plus grand nombre de groupes de minorités visibles sont arrivés en tant qu'immigrants ; ils représentaient près de 80% des immigrants entre 2006 et 2011 et représentent maintenant plus de 20% de la population, transformant par le fait même les villes de Toronto et de Vancouver. Ces groupes seront d'ailleurs bientôt majoritaires dans ces villes. La diversité des immigrants des dernières décennies a reconfiguré le sens de l'identité nationale pour les Canadiens établis. Cependant, la présence des Français et des peuples autochtones fait du Canada un état multinational autant que polyethnique.

La mosaïque verticale qu'était le Canada en 1967 n'a pas été bouleversée, mais la nomination de deux réfugiés de Chine et d'Haïti au poste de gouverneur-général, un ministre de la Justice membres des Premières Nations, un sikh portant le turban comme ministre de la Défense et un Ismaili comme maire de Calgary attestent d'une plus grande ouverture de l'élite politique envers les Canadiens non britanniques, non français et autochtones. La construction et la reconstruction de la société canadienne ont fait que l'identité nationale a toujours été provisoire, continue d'évoluer, devenant significativement différente des images des groupes fondateurs français et britanniques.

11 Canada, « Cabinet Committee Mandates and Membership », 12 mai 2017, http://pm.gc.ca/eng/cabinet-committee-mandate-and-membership

12 « New Ministers to support the renewed relationship with Indigenous Peoples » 28 août 2017, http://pm.gc.ca/eng/news/2017/08/28/new-ministers-support-renewed-relationship-indigenous-peoples